

**QUATRIÈME
CONFÉRENCE DES
NATIONS UNIES
SUR LES
PAYS LES MOINS
AVANCÉS
ISTANBUL, TURQUIE
DU 9 AU 13 MAI 2011**



Photo: UN/Edenius / Sierra Leone



Document d'information 2

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Le taux d'épargne national des pays les moins avancés étant faible (en moyenne dix pour cent de leur produit intérieur brut), ils dépendent toujours fortement du financement extérieur. L'ordre de grandeur de l'aide au développement des pays partenaires qui parvient aux PMA est similaire à celui des investissements directs, et une amplification de ces deux catégories sera nécessaire pour permettre aux économies les plus vulnérables de la planète d'accomplir des progrès réguliers.

Lors de la Conférence des Nations Unies pour les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Bruxelles en 2001, les donateurs membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont engagés à consacrer 0,15 à 0,20 pour cent de leur produit national brut à l'aide au développement des PMA. Les partenaires de développement ont également décidé de délier l'aide (voir description ci-dessous) à destination des PMA, d'améliorer la transparence et d'impliquer davantage les pays destinataires dans les débats sur l'élaboration des politiques.

La plupart des pays les moins avancés ont fait de grands progrès pour répondre aux exigences de partenariat fixées par le Programme d'action de Bruxelles pour les PMA : ils ont instauré des cadres légaux équitables et stables et ont encouragé la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit.

Les donateurs ont, pour leur part, presque triplé l'aide publique au développement (APD) accordée aux pays les moins développés, qui est passée de 14 milliards USD en 2001 à presque 40 milliards en 2009, dernière année pour laquelle des données ont été publiées (voir tableau). Néanmoins, le niveau de cette aide ne représente que 0,09 pour cent de l'ensemble des produits nationaux des membres du Comité d'aide au développement (CAD), soit beaucoup moins que les 0,15 à 0,20 pour cent fixés comme objectif. Il est estimé que la somme manquante pour atteindre l'objectif des 0,15 à 0,20 pour cent a atteint de 24 à 43 milliards USD en 2008.

Les caractéristiques de la distribution de l'aide ont également suscité des préoccupations.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT 2005 - 2009 des donateurs du CAD (recettes nettes en millions USD)

	PAYS EN DÉVELOPPEMENT	PAYS LES MOINS AVANCÉS
2005	108 441	25 967
2006	106 549	28 476
2007	106 775	32 973
2008	126 656	38 627
2009	127 527	39 940

Source: OCDE/CAD

- Les pays présentant une importance stratégique pour les donateurs reçoivent souvent une part beaucoup plus élevée par habitant que la moyenne des destinataires, bien que les critères de l'aide au développement placent les besoins humains et les besoins pour le développement au-dessus des priorités politiques ou économiques des donateurs.
- Une tendance consistant à accorder l'aide en fonction des « performances » des pays destinataires se dessine également. Si cette idée peut paraître bonne pour garantir l'obtention de résultats, elle risque de faire perdre leur part aux PMA dotées d'institutions faibles, perpétuant un cercle vicieux.

ALLOCATIONS SECTORIELLES ET FIN DE L'APD LIÉE

La part de l'aide du CAD consacrée à la gouvernance et aux besoins sociaux a fortement augmenté entre 1980 et 2005. À l'inverse, la part destinée aux infrastructures économiques et au secteur productif a décliné.

La tendance a commencé à s'inverser en 2006-2008. Les allocations destinées par le CAD aux infrastructures et au secteur productif sont passées de 19 à 26 pour cent de l'aide totale, les infrastructures

absorbant la quasi-totalité de cette hausse et le secteur agricole recevant le reste.

Les gouvernements de nombreux PMA accueillent favorablement le fait que l'accent soit mis davantage sur les infrastructures principales (de transport, d'énergie, d'eau et des technologies de l'information et de la communication) et sur l'agriculture, ces capacités de production permettant de renforcer leur autosuffisance générale et aidant à réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide au développement. Cette tendance semble s'être accélérée en 2009-2010, car les donateurs ont orienté davantage leur financement sur le secteur privé, les infrastructures et l'agriculture afin de lutter contre les conséquences de la récession mondiale et contre l'accroissement de l'insécurité alimentaire.

Cependant, la part de l'aide destinée aux infrastructures économiques et aux capacités de production des secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services reste inférieure aux niveaux de 2000.

D'après certaines études, le fait de « lier » l'aide – pratique consistant à exiger qu'il soit fait appel à des fournisseurs du pays donateur pour l'achat de biens et de services dans le cadre des projets financés par l'aide au développement – augmenterait le coût à payer par les pays en développement de 15 à 30 pour cent en moyenne, voire de 40 pour cent ou plus dans le domaine de l'aide alimentaire.

Des progrès significatifs ont été réalisés depuis 2001 pour cesser de lier l'aide accordée par le CAD aux PMA. En 2007, 79 pour cent de l'APD bilatérale du CAD était non liée.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN PROVENANCE DES PAYS DU SUD

En 2008, une aide au développement d'environ 9,6 milliards USD a été accordée à travers une coopération « Sud-Sud », comme l'ont indiqué à l'OCDE des pays en développement et des pays en transition. Plus de la moitié provenait de l'Arabie saoudite. Il est probable que deux milliards supplémentaires de dollars aient été fournis par des pays non déclarants, principalement par la Chine, mais aussi par l'Inde, la République bolivarienne du Venezuela, le Brésil, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Une nouvelle hausse du total des contributions apportées par ces donateurs non traditionnels est attendue pour l'année 2009.

Si les promesses sont tenues, le total des flux Sud-Sud de l'aide au développement pourrait atteindre 15 milliards USD en 2015. En outre, cette aide au développement n'est peut-être que la partie émergée de l'iceberg dans le cadre de cette coopération grandissante, car le commerce et les investissements sont en hausse et de nombreux contrats sont liés à la construction d'infrastructures dans des pays à faible revenu.

Environ 90 pour cent de l'aide Sud-Sud en matière de coopération au développement est attribuée sous la forme d'une assistance technique et du financement de projets, alors qu'environ 10 pour cent correspond à une aide budgétaire ou à un soutien de la balance des paiements. Certains donateurs évoluent vers des approches plus axées sur des programmes. Par ailleurs, l'accent est mis de plus en plus sur l'aide humanitaire, qui a dépassé 1 milliard USD en 2008 et a été fournie en grande partie par des donateurs des pays arabes.

Dans le cadre de la collaboration Sud-Sud, de nombreux programmes sont co-financés par une coopération triangulaire, alors que les donateurs du CAD financent des projets que des institutions du Sud exécutent.

Lors des réunions préparatoires régionales et spécialisées – y compris, en 2010, une réunion ministérielle sur le financement des PMA – de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui aura lieu en 2011, les propositions d'amélioration des résultats de l'aide ont été les suivantes :

- les donateurs traditionnels devraient respecter leur engagement consistant à consacrer de 0,15 à 0,2 pour cent de leur produit national brut à l'APD destinée aux pays les moins avancés ;
- la coopération Sud-Sud devrait continuer à croître, à mesure que les économies émergentes continuent de progresser ;
- l'aide devrait être accordée au moyen de subventions, être assortie de conditions de faveur et être prévisible et pluriannuelle ; elle devrait imposer des conditions minimales et être axée sur les priorités des PMA, comme les infrastructures, l'agriculture et les capacités de production.

AUTRES SOURCES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Les bénéfices pouvant être apportés aux PMA par un éventail de nouvelles idées élargissant la base de l'aide au développement sont prometteurs.

Le concept d'une taxe sur les devises ou les transactions financières internationales, ayant fait ses preuves depuis les années soixante-dix, connaît un renouveau. Mis en avant à plusieurs reprises par les Nations Unies ces dernières années, il sera probablement à l'ordre du jour lors de la prochaine réunion du Groupe des 20.

Plusieurs nouvelles initiatives destinées à mobiliser des fonds sont déjà en cours :

- la campagne MassiveGood permet aux voyageurs de faire un don de 2 USD, 2 EUR ou 2 GBP lors de l'achat en ligne de billets de transport et autres produits liés aux voyages ;
- la Facilité internationale de financement pour la vaccination, inaugurée en 2006, a permis de recueillir plus de 2 milliards USD sur les marchés internationaux de capitaux à travers l'émission d'obligations à taux variable ;
- des mécanismes de garantie de marché instaurent des partenariats contractuels entre des donateurs et des groupes pharmaceutiques afin d'orienter la recherche sur des maladies orphelines et de distribuer des médicaments à des prix abordables ;
- l'initiative Debt2Health, lancée par l'Allemagne en septembre 2007, a recours à l'échange de créances pour soulager les difficultés liées aux ressources des pays moins avancés en convertissant une partie de leurs anciennes créances en nouvelles ressources intérieures pour la santé ;
- l'initiative d'une stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants, inaugurée en 2010 par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a suscité des promesses de dons à hauteur de plus de 40 milliards USD.

Enfin, l'attribution de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international pourrait jouer un rôle important pour fournir de la liquidité en cas d'urgence et pour faire progresser le développement. Une attribution spécifique et élargie pourrait être créée pour les PMA, permettant aux donateurs de leur consacrer leurs droits de tirage spéciaux afin d'atténuer les crises dont ils souffrent et de leur fournir des biens publics.

